

La voix de l'opposition de gauche

Le 17 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

Hier, j'ai fêté le 22e anniversaire de mon installation en Inde. Le jour de l'indépendance de Pondichéry, la veille c'était celle de l'Inde le 15 août 1947. Je suis arrivé en Inde au bon moment en somme, tout est dans l'ordre des choses.

J'ai déjà passé près du tiers de ma vie en Inde et c'est là que je finirai mes jours semble-t-il. Compte tenu de la tournure que prend la situation politique en France, je n'aurai rien à regretter. Je ne serai pas plus utile en France, pour autant que le portail serve à quelque chose. Je crois qu'en réalité je suis mieux intégré ici que je ne le serais en France, au moins je n'ai pas à supporter les conversations insipides des uns et des autres, la médiocrité ambiante dans laquelle ils se complaisent et qu'ils cultivent. Seuls mes proches me manquent, il faut se faire une raison.

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

PREMIERE PARTIE DE LA CAUSERIE

- "L'opinion publique est la clé. Avec l'opinion publique, rien ne peut faillir. Sans lui, rien ne peut réussir. Celui qui manipule les opinions est plus important que celui qui applique les lois." – Abraham Lincoln (1809-1865), 16e président américain

Dites-le aux crétins qui parlent en notre nom et qui s'emploient à l'ignorer.

Entre nous, vous comprenez pourquoi il y a tant d'intellectuels et de membres des classes moyennes qui préfèrent se ranger dans le camp de la réaction ou qui remettent leurs sorts entre ses mains plutôt que choisir celui de la classe ouvrière, parce que la réaction tient compte de la réalité et elle se donne les moyens d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée, tandis que dans le camp adverse ils s'enfoncent un peu plus chaque jour dans le déni qui les perdra, donc nous perdra.

Etats-Unis. Quand la médiocratie contre-attaque.

En guise de grille de lecture.

- "Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, Time Magazine et d'autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer nos plans pour le monde si nous avions été assujettis à l'exposition publique durant toutes ces années. Mais le monde est maintenant plus sophistiqué et préparé à entrer dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés." – David Rockefeller, Baden-Baden, Allemagne, 1991

Personne ne pourra dire qu'il ne le savait pas.

- Attaqués par Trump, les journaux défendent la liberté de la presse - AFP 16 août 2018

"Les journalistes ne sont pas l'ennemi": honnis par Donald Trump, des centaines de journaux américains ont répondu jeudi en publiant des éditoriaux pour insister sur l'importance de la liberté de la presse.

Menés par le Boston Globe sous le mot d'ordre #EnemyOfNone (Ennemi de personne), plus de 200 groupes de presse ont contre-attaqué face à la multiplication des coups de boutoir du président américain contre les médias, qualifiant à l'envi de "Fake News" tout organe de presse publiant des informations qui lui déplaisent.

Le milliardaire n'hésite pas également à traiter les grands médias d'"ennemi" ou d'"ennemi du peuple".

Il a de nouveau dégainé jeudi matin. "Les médias fake news sont le parti d'opposition. C'est très mauvais pour notre Grand Pays... Mais nous sommes en train de gagner!", a-t-il tweeté.

"Nous avons aujourd'hui aux Etats-Unis un président qui a créé un mantra selon lequel tout média qui ne soutient pas ouvertement la politique de l'administration actuelle est "l'ennemi du peuple", écrit le Globe dans son éditorial jeudi.

"C'est un des nombreux mensonges propagés par notre président comme par un charlatan d'antan qui jetait de la poussière ou de "l'eau magique" sur une foule pleine d'espoir", poursuit le prestigieux quotidien.

Selon le Globe, cette attitude de Trump à l'égard des médias encourage les hommes forts comme le Russe Vladimir Poutine ou le Turc Recep Tayyip Erdogan à traiter les journalistes comme des ennemis.

"Il n'y a rien que je désirerais plus pour notre Pays qu'une réelle liberté de la presse", a ajouté Donald Trump un peu plus tard sur Twitter. "Le fait est que la Presse est libre d'écrire et de dire ce qu'elle veut, mais la plupart de ce qu'elle dit est fake news, à des fins politiques ou tout simplement pour essayer de blesser des gens. L'honnêteté l'emporte!"

Le New York Times, fréquemment cible des invectives présidentielles, a publié un court éditorial sous un titre en lettres capitales "La presse libre à besoin de vous", rappelant que le peuple avait le droit de critiquer la presse. (Mais nous n'avons pas besoin du New York Times ! - LVOG)

"Mais insister sur le fait que les vérités qui vous déplaisent sont des "fake news" est dangereux pour la démocratie", écrit le Times. (Alors qu'ils colportent des torrents de mensonges à longueur de temps... Boycott !- LVOG)

Pour les défenseurs de la liberté de la presse, les déclarations de M. Trump menacent le rôle de contre-pouvoir des médias et vont à l'encontre du premier amendement de la Constitution qui garantit la liberté d'expression et protège les journalistes.

"Je ne crois pas que la presse puisse rester sans rien faire et subir, elle doit se défendre lorsque l'homme le plus puissant du monde tente d'affaiblir le premier amendement", estime Ken Paulson, ancien rédacteur en chef du quotidien USA Today et un des responsables du Newseum, le musée de l'information à Washington.

Mais il relativise l'efficacité de cette campagne de sensibilisation: "Les personnes qui lisent les éditoriaux n'ont pas besoin d'être convaincues. Ce ne sont pas elles qui hurlent (sur les journalistes) aux meetings présidentiels".

Selon lui, face aux assauts de la Maison Blanche, les médias doivent développer une campagne "marketing" plus large pour souligner l'importance d'une presse libre comme valeur fondamentale.

Mais l'initiative de jeudi pourrait galvaniser les partisans du président, qui pourraient y voir une preuve que les médias sont ligués contre lui.

"Les médias organisent une attaque plus étudiée et publique que jamais contre Donald Trump" et contre "la moitié du pays qui le soutient", a tweeté Mike Huckabee, ancien gouverneur républicain et commentateur sur la chaîne conservatrice Fox News.

Même des critiques du président ont des doutes. A l'instar de Jack Shafer, de Politico, qui pense que l'effort coordonné "va à coup sûr avoir un effet contre-productif". (Assurément et tout ce qui peut saper le pouvoir des médias est bon à prendre. - LVOG)

Mais pour les défenseurs des médias, les enjeux sont bien trop importants pour accepter que les affirmations présidentielles soient hors de contrôle.

Selon un récent sondage Ipsos, 43% des républicains pensent que le président devrait avoir l'autorité de fermer des médias ayant une "mauvaise attitude". AFP 16 août 2018

Commentaire d'internaute (Abonné au Figaro)

1- On peut noter que lors des dernières élections américaines, l'électorat était réparti à peu près à 50-50 entre Clinton et Trump. Par contre en ce qui concerne les journaux, sur 206 journaux 200 étaient en faveur de Clinton, soit 97%. Un score qui ne fait pas penser à une démocratie mais plutôt à une dictature. 97%, certains peuvent ne pas aimer la façon dont Trump signale le problème, mais il faut bien reconnaître que 97% contre lui, 3% pour lui, c'est un déséquilibre préoccupant pour une vie démocratique saine. On pourrait regarder ce qui se passe en France également.

Source : <https://www.bfmtv.com/international/sur-200-medias-americains-194-avaient-soutenu-hillary-clinton-1057376.html>

2- Ces médias ont activement milité pour l'élection de Hillary.

Le peuple a élu Trump.

Depuis, ces médias, avec une vision toute personnelle de la réalité factuelle, n'hésitent pas à se lancer dans un anti-trumpisme qui tourne à l'obsession.

Dire que ces mêmes médias sont les ennemis du peuple n'est donc pas totalement faux. Ce n'est certes pas politiquement correct de le dire ni de l'écrire, mais ce n'est pas totalement faux.

3- 98 % des journaux étaient ouvertement contre Trump lors des élections, et ils se disent parler au nom du peuple?

Voir l'article "La presse américaine accélère son déclin" paru il y a 2 mois dans les échos, ils sont en baisse de ventes et recettes pub que ce soit en version papier et numérique et ont licencié 50% du personnel en une décennie.

4- Lorsqu'un millionnaire achète un journal, ce n'est pas pour le plaisir de vous informer.

Les citoyens désertent les anciens médias parce qu'ils constatent une incohérence entre ce qu'on leur dit et ce qu'ils voient de leurs propres yeux.

5- C'est extraordinaire:

Le premier éditorial cité (je n'ai pas lu le reste) ne peut pas s'empêcher de parler du méchant Poutine.

Cet éditorialiste est tellement incompetent et tellement obsédé qu'il ne peut pas sortir de son antipoutinisme radical.

Tous les jours de l'année, quel que soit le sujet, il lui faut absolument tout réduire, toujours, à Poutine.

Il lui est impossible de parler des États-Unis, de la presse américaine, ou même de jardinage, sans faire un détour par Moscou.

Pourquoi Moscou? On n'en sait rien. Ça n'a aucun sens. C'est une obsession. Une maladie.

Et surtout, ce n'est pas une info; On sait qu'ils n'aiment pas Poutine. On sait qu'ils n'aiment pas Trump. Ils l'écrivent des centaines de fois par jour. Ils doivent en être à la millionième occurrence.

On a compris.

C'est un peu comme si chaque matin, ils écrivaient des articles pour dire que le jour c'est levé. On est au courant.

En 1990, l'avocat Mike Godwin avait énoncé une loi devenue célèbre: la loi Godwin qui veut que plus une conversation dure, quel que soit le sujet et même si ça n'a rien à voir, et plus la probabilité augmente de voir apparaître une référence à la guerre de 40.

Ce qui est reproché aux médias, c'est précisément une variante de la Loi Godwin: le Trump bashing quotidien, le Poutine bashing quotidien.

Aux États-Unis, ils ont appelé ça le TDS, le Trump Derangement Syndrome.

6- Je ne supporte pas que tu sois élu, j'avais choisi ma championne et elle a perdu, je te le fais payer. Je me venge. Je te sors toutes tes affaires de mœurs datant de 30 ans. Je te sors toutes tes emails, fax et téléphone vers la Russie même pour quand t'as appelé pour réserver un hôtel. Et quand t'as souhaité "bon anniversaire" à poutine, je considère ça comme de la haute trahison.

Malgré tout, on reste quand même amis ?

7- La presse américaine sera plus crédible le jour où elle nous expliquera pourquoi Trump a été élu malgré toute la publicité négative qu'elle lui avait opposée.

Dans tous les cas, un peu plus d'introspection et d'humilité lui fera du bien.

Quand l'hystérie xénophobe des va-t-en-guerre ultra réactionnaires n'a plus de limite.

- Emprisonner l'«espion russe Kissinger»: le dernier pas vers la guerre civile - fr.sputniknews.com 16.08.2018

Le patriarche de la politique étrangère américaine, le «stratège et sage» Henry Kissinger est tombé sous le fouet de la campagne médiatique anti-Trump. Henry Kissinger qu'on ne pouvait pas

jusqu'alors salir publiquement dans les médias américains, a été pratiquement proclamé auteur du plus terrible crime de la politique US.

L'agence Bloomberg a publié une investigation scandaleuse affirmant que Henry Kissinger est le cardinal gris de la politique américaine qui était le fameux «point d'assemblage» autour duquel tournaient tous les participants au «complot russe»: Donald Trump, Jared Kushner (gendre du Président américain), l'ambassadeur russe Sergueï Kisliak et même Maria Boutina arrêtée aux USA.

Il était inimaginable que quelqu'un ose impliquer dans ce scandale quelqu'un comme Henry Kissinger. Mais c'est tout de même arrivé, et c'est un signe très grave que la société américaine et l'élite politique sont au seuil d'une guerre civile et que plus aucune règle n'est de rigueur. Il n'y a plus d'intouchables, et si après le «scoop» de Bloomberg l'équipe du procureur spécial Robert Mueller, chargée d'enquêter sur le «complot russe de Trump», s'intéressera officiellement à Kissinger, ce qui signifiera qu'à présent tout est possible en Amérique. Allant jusqu'à un conflit réel entre les partisans de l'establishment et les soutiens de Trump.

Il existait toujours des personnalités à ne pas critiquer — les vieillards de tribu, les détenteurs de sagesse, les conseillers qui n'étaient pas attaqués même pendant les conflits politiques intérieurs et les guerres intestines. Et si tout à coup la chasse était ouverte contre les personnalités neutres et émérites, c'est qu'un malheur doit arriver.

Il faut savoir qu'Henry Kissinger est une figure qui (en théorie) doit toujours rester au-dessus de la bataille, parce que tous les participants d'une confrontation politique comprennent la valeur de l'existence de certaines forces qui peuvent se permettre de réfléchir à des dizaines d'années d'avance en se moquant de la conjoncture politique ou électorale mondiale. C'est grâce à cette sage configuration de l'élite politique américaine que le tandem de Brzezinski et de Kissinger toujours en conflit a réussi, entre autres, à garantir la constance de la politique étrangère américaine vis-à-vis de la Chine, de Nixon à Obama. Vladimir Poutine expliquait même aux journalistes européens que les Présidents américains changeaient, mais pas la politique, parce qu'elle est déterminée par des «hommes avec des attachés-cases en costard noir» qui, eux, ne changent pas après les élections.

L'intox de Bloomberg s'appuie sur plusieurs accusations graves visant Henry Kissinger, qui avait déjà énervé pas mal de monde aux USA par ses rencontres avec Poutine et Trump, ainsi que les tentatives supposées d'organiser avec l'aide du Président américain une alliance antichinoise avec la participation de la Russie. «Les relations de Kushner avec le groupe lié à la Russie ont commencé par un déjeuner avec Kissinger», disent les journalistes américains. A notre époque, c'est un prétexte très sérieux pour un dénigrement médiatique (voire une visite au FBI). Se référant à ses propres informations, Bloomberg affirme qu'en mars 2016 le gendre de Donald Trump avait reçu une invitation au déjeuner officiel du Center for the National Interest (centre analytique prônant des relations pragmatiques et constructives avec la Russie). Durant cette rencontre au Time Warner Center, à Manhattan, Jared Kushner aurait fait la connaissance d'Henry Kissinger, qui assistait à cet événement mondain grâce à son statut de président d'honneur du CNI.

C'est là aussi que Jared Kushner a rencontré Dimitri Simes, directeur du centre, avec lequel il organisera ensuite le discours de campagne en politique étrangère du candidat Donald Trump. Cette organisation, supervisée par Kissinger et dirigée par Simes, est accusée de liens avec Maria Boutina, inculpée pour tentatives de «pénétrer et influencer» les ONG américaines importantes. De plus, bien que Simes ait proposé à d'autres candidats à la présidence de tenir un discours dans son centre, seul Trump avait accepté de le faire, probablement parce qu'ils ne voulaient pas être associé à l'organisation qualifiée de «prorusse» par Bloomberg.

Il est à noter que la supposition que la structure créée par Henry Kissinger (l'un des principaux stratèges pendant la Guerre froide et co-auteur de l'alliance antisoviétique de Nixon avec la Chine)

soit une «organisation prorusse» pourrait être logique seulement dans un roman de Kafka. Ce qui n'empêche pas les journalistes américains de lancer de telles accusations. Ils enfoncent le clou en disant que c'est le centre de Kissinger qui avait organisé le discours de Trump, en marge duquel Jared Kushner aurait fait la connaissance de l'ambassadeur de Russie aux USA Sergueï Kisliak. Et qu'il lui aurait demandé un service: utiliser l'ambassade russe aux Etats-Unis comme un canal officiel (et incontrôlé par les services secrets et les diplomates américains) de communication directe entre l'équipe de Trump et le Kremlin.

Mais cette situation est d'autant plus curieuse qu'en accusant Kissinger de créer des conditions pour un «complot entre Trump et le Kremlin», il faut forcément inviter pour un interrogatoire au FBI Hillary Clinton et son mari. Le fait est qu'Henry Kissinger, au vu de son statut particulier, n'est ni républicain ni démocrate, c'est le «patriarche de la politique américaine». Pendant de longues années la famille Clinton passait ses vacances d'hiver avec Kissinger et sa femme dans une villa en République dominicaine. Clinton elle-même avait déclaré pendant la campagne que son avis était «important» pour elle, et elle était même fière que Kissinger l'ait félicité pour son travail au poste de secrétaire d'Etat. Il avait même reporté la célébration de son 90e anniversaire pour que le couple Clinton puisse assister à la fête. Et voilà que cet homme avec d'immenses relations, un statut inébranlable et un mérite colossal pour les USA a été jeté dans le hachoir médiatique et accusé de facto de haute trahison (du moins de complicité).

Le monde de la politique américaine a perdu la raison. Une partie de l'establishment américain est prête à sacrifier le corps politique de Kissinger sur l'autel de la lutte contre la «menace russe» pour nuire à Trump et empêcher la normalisation des relations russo-américaines. D'un côté, c'est flatteur pour Moscou. De l'autre — quand une puissance nucléaire se délabre et le système politique qui y est établi depuis longtemps s'effondre, cela ne présage rien de bon. Certes, le conflit intérieur en cas de sa dégénération en guerre civile aurait un immense préjudice pour les USA, mais cela ne réduit pas pour autant les risques pour les autres pays, au contraire. L'hégémonie mondiale souffre d'un dédoublement de la personnalité, elle se comporte violemment et dangereusement. Seuls les efforts collectifs permettront de la retenir, or les négociations en ce sens n'ont même pas encore commencé. fr.sputniknews.com 16.08.2018

Venezuela. Quand la médiacratie contre-attaque ou quand la censure, c'est la liberté d'expression

- Censure d'Internet : après Alex Jones, TeleSur - Réseau Voltaire 16 août 2018

Facebook a annoncé retirer les comptes en anglais de la chaîne de télévision panaméricaine TeleSur.

Le 7 août 2018, Mark Zuckerberg, le directeur de Facebook, avait personnellement coordonné avec Apple, Google, Spotify et YouTube (mais pas Twitter) la suppression des comptes liés à Alex Jones et à InfoWars pour cause de «conspirationisme». Il entend également supprimer la «propagande communiste» (sic).

Créée à l'initiative du président Hugo Chávez, TeleSur était une chaîne publique d'information continue commune à l'Argentine, à la Bolivie, à Cuba, à l'Équateur, à l'Uruguay et au Venezuela. Cependant, au cours des dernières années, l'Argentine et l'Équateur s'en sont retirés.

En 2005, suite au Congrès Axis for Peace organisé par Thierry Meyssan à Bruxelles, TeleSur, alors dirigé par Aram Aharonian, envisagea un partenariat avec Al-Jazeera. Mais c'est à ce moment là que la chaîne qatarie changea de ligne éditoriale pour devenir le porte-parole des Frères musulmans. Depuis, un accord a été conclu avec l'Angola, la Guinée Bissau et le Mozambique pour des programmes en langue portugaise, et un échange de programme est réalisé avec la chaîne libanaise Al-Mayadeen.

TeleSur produit également des informations en anglais que Mark Zuckerberg entend éliminer de la toile. Il est en effet indispensable pour le commandement US de l'Amérique latine (US SouthCom) d'empêcher les autorités vénézuéliennes de communiquer aux citoyens états-uniens leur vision de la crise qui traverse leur pays [1].

Lors de l'attaque de l'actuelle Serbie, en 1999, l'Otan avait bombardé la télévision yougoslave. Lors de l'attaque de l'Afghanistan et de l'Iraq, le président Bush avait envisagé de bombarder Al-Jazeera au Qatar, mais le Premier ministre britannique Tony Blair lui avait annoncé qu'il allait reprendre en main la chaîne avec les Frères musulmans. Lors de l'attaque israélienne du Liban, en 2006, les États occidentaux avaient interdit la chaîne du Hezbollah Al-Manar et Tsahal l'avait bombardée. En 2011, l'Otan avait bombardé la chaîne nationale libyenne. Réseau Voltaire 16 août 2018

En complément.

- En France, des Ouïghours sous la pression des autorités chinoises - AFP 17 août 2018
- Evo Morales bling-bling - Liberation.fr 17 août 2018

Dans quel monde vivons-nous ?

- Pourquoi l'espérance de vie recule aux États-Unis - LeParisien.fr 16 août 2018

Deux études sur la mortalité expliquent le déclin de l'espérance de vie américaine depuis 2012.

Les États-Unis peuvent se targuer d'être la première puissance économique au monde, le pays qui consacre la part la plus importante de son PIB aux dépenses de santé, sa situation sanitaire et sociale n'en demeure pas moins préoccupante.

Tandis que la tendance dominante était à l'allongement de l'espérance de vie tout au long des XXe et XXIe siècle, les conclusions de ces études confirment un renversement de perspective dans les pays développés.

C'est, à tout le moins, la conclusion de deux études publiées ce mercredi dans le British Medical Journal. La baisse de l'espérance de vie des Américains serait liée à un problème « systémique ». Conduite par Steven Woolf (Virginia Commonwealth University), la première étude révèle une hausse alarmante de la mortalité chez les adultes américains d'âge moyen au cours des 17 dernières années et spécifiquement depuis 2012, année où l'espérance de vie américaine a commencé à stagner avant de décliner à partir de 2015. Cette année-là, rapporte la seconde étude menée par Jessica Ho (University of Southern California) et Arun Hendi (Princeton University), une douzaine de pays riches dont la France connaissent simultanément un déclin significatif de leur espérance de vie par rapport à l'année précédente.

Les chercheurs observent une étroite corrélation entre le taux de mortalité et le niveau de vie des individus. Plus il est faible, plus le « taux de mortalité à mi-vie » est élevé. « Nous soupçonnons que l'inégalité croissante des revenus, les déficiences de l'éducation, la fracture sociale et le stress peuvent jouer un rôle important », explique Steven Woolf. Sur le plan sanitaire, cela se traduit par l'augmentation d'un large éventail d'affections dans certaines catégories de la population. Chez les Amérindiens, les taux de mortalité entre 25 et 64 ans a ainsi augmenté pour 12 causes différentes, dont les maladies dues à l'hypertension (+ 270 %), le cancer du foie (+ 115 %), les hépatites virales (+ 112 %) ou encore les maladies du système nerveux central (+ 100 %). Chez les Amérindiens le taux de mortalité en lien à l'usage de drogue ou de médicaments a « explosé » de 410 % depuis 2011.

Selon leurs travaux, ce pic de mortalité est essentiellement imputable aux maladies respiratoires, cardiovasculaires, du système nerveux central ou encore à une sévère épidémie de grippe. Mais alors que ces grandes causes de décès concernaient dans ces pays les plus de 65 ans, aux États-Unis en revanche, la perte d'espérance de vie « s'est concentrée sur des populations d'âges moins avancés ». D'autres facteurs tels que le manque d'accès universel aux soins, la possession d'armes à feu par la population ou le taux élevé d'obésité peuvent selon ces auteurs, expliquer la spécificité américaine. LeParisien.fr 16 août 2018

SECONDE PARTIE DE LA CAUSERIE.

Psychopathe et lotomisé.

- Entre chiens et loups - L'Express.fr 15.08

Chaque jour, un nouvel épisode, mi-réel, mi-rêvé, de la vie d'Emmanuel Macron à l'Elysée. L'Express.fr 15.08

- Ces vacanciers qui espèrent une rencontre avec Macron LeParisien.fr 15.08

Théodora jette un dernier coup d'œil à l'inscription qu'elle vient de dessiner sur le sable de la plage qui borde le fort de Brégançon. « J'ai mis mes initiales, mon âge, et désire voir Macron »... LeParisien.fr 15.08

Macronnerie, imposture et indignité.

Henry Kravis. Proche de John McCain, le fondateur de KKR est membre du Council of Foreign Relations et du Groupe de Bilderberg (dont sa femme est administratrice). Il emploie le général David Petraeus (ancien directeur de la CIA) avec qui il a organisé les transferts de fonds et d'armes à Daesh. Ami de longue date d'Emmanuel Macron, il a secrètement financé sa campagne électorale. (Réseau Voltaire 14 août 2018)

Et puis il y a les grandes âmes qui quotidiennement versent une larme sur le sort des "migrants", pour faire oublier qu'en adoptant leur discours ils ont été les complices des puissances impérialistes et des multinationales qui les ont agressées, les ont livrés aux barbares qui les ont forcés à prendre la route de l'exil.

Ces belles âmes répondront-elles présents pour les aider à rentrer chez eux, pour faire payer ceux qui portent la responsabilité de leur malheur, du massacre de leurs proches, de la destruction de la Syrie, qu'il nous soit permis d'en douter, puisque pour le moment on observe qu'ils continuent de les cautionner en appelant leurs bourreaux à faire preuve de générosité, dont Macron.

Non seulement ils se sont trompés de combat, ils ont franchi la ligne de l'infamie, ce qui a le don de réjouir le gouvernement et l'UE.

- "Aquarius" : "C'est un accord qui rend un peu son honneur à l'Europe" selon Jean-Yves Le Drian - Franceinfo 15.09

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères estime sur franceinfo que l'accord trouvé "fait preuve de solidarité concrète". Franceinfo 15.09

Les voilà comblés !

Mais direz-vous pourquoi vous vous emballez comme cela... Parce que pendant qu'on s'emploie à montrer le vrai visage (hideux, cruel) du capitalisme aux travailleurs pour les aider à rompre avec

lui, pour saper les bases du régime, les droitdelhommistes, les ongistes, les tiers-mondistes et une myriade de décomposés s'emploient à donner l'occasion à ses représentants d'apparaître sincères et généreux, alors qu'ils ont armé les barbares qui ont fait fuir plusieurs millions de Syriens (Libyens, Irakiens, Afghans etc.) au péril de leur vie.

Alors monsieur Soros, la pêche a-t-elle été bonne ? Au-delà de nos espérances, ils ont tous mordu à l'hameçon.

Nos soi-disant dirigeants ou théoriciens ne voient décidément pas plus loin que le bout de leur nez. Ils se moquent de savoir que ces opérations sont commandées depuis l'Otan ou les néoconservateurs, ils se fichent des objectifs politiques pour lesquels elles ont été conçues. Ils ont tous mordu à l'appât qui leur était destiné, il n'en manque pas un à l'appel, bravo!

Des deux clans de l'oligarchie, ils trouvent encore le moyen de soutenir le plus réactionnaire.

Vous aurez constaté qu'il y a plusieurs façons de traiter l'actualité quotidienne ou les événements qui se produisent, selon que l'on prend en compte ou non la manière dont ils se présentent (leurs origines qui n'apparaissent pas forcément ou qui sont inconnues de la plupart des gens), afin d'en évaluer toutes les conséquences pour les différents acteurs et déterminer leur portée dans le temps, ce qui permettra de les interpréter et d'en tirer profit ou des enseignements, à moins qu'on se condamne à les subir quand on se borne à leur immédiateté.

Assurément, on pourrait employer un niveau de langue plus élevé ou tenir un discours plus rigoureux et évoquer la perspective politique ou historique dans laquelle se situe chaque événement, le processus dialectique dans lequel ils s'inscrivent, mais à quoi cela servirait-il puisque tout le monde ou presque s'en fout ou se situe en deçà. L'heure n'est plus à penser, mais à vivre ses émotions sans réfléchir.

Ils ont la rigidité intellectuelle cadavérique des démagogues professionnels. Ils dégainent leurs principes ou leurs dogmes auxquels la réalité doit être réduite ou se conformer, en évacuant tout ce qui la contredit ou les embarrasse, de sorte qu'ils sont assurés d'avoir toujours raison, l'essentiel pour eux est de se faire passer pour ce que l'on croit qu'ils sont, même si à l'arrivée cela n'a plus rien à voir avec leurs convictions qui ne sont plus que du domaine des apparences ou des illusions.

Jacques a dit lever la main, ils lèvent la main. Ils dénoncent là un consensus... pour ailleurs se vautrer dedans. On leur a collé une étiquette, alors ils ne tiennent pas à dépareiller, ils doivent en être dignes, il faut qu'ils en soient. Il est des nôtres, il est de gauche forcément. La marine américaine débarquerait sur les côtes européennes 150 millions de réfugiés, ces crétins applaudiraient à tout rompre, ne vous marrez pas, ils en sont là. Quelle époque médiocre !

Les voilà en bonne compagnie avec ce criminel de guerre du PS.

- Migrants: Kouchner pour un "mécanisme" européen de "répartition" - AFP 15.08

- Migrants : «La France doit être plus généreuse» - LeParisien.fr 17.08

Les guerres coloniales ne le sont-elles pas ? Tout dépend pour qui ! Quelle intention politique cela cache-t-il ? Va-t-elle faire un don à la Syrie pour avoir participé directement à sa destruction ?

- Saisir des transnationales pour reconstruire la Syrie ? - Réseau Voltaire 14 août 2018

Le président Trump s'est fait élire sur la promesse de renverser le capitalisme financier et de restaurer le capitalisme productif. Dans cette logique, il considère que les dommages de guerre

du à la Syrie ne doivent pas être payés par les États-Unis, mais par des sociétés transnationales. Cette révolution des relations internationales est-elle souhaitable et possible ?

LVOG - Elle est inconcevable parce que le capitalisme est condamné à la faillite, il est déjà en faillite, et sans le soutien, les magouilles du capitalisme financier pour le maintenir artificiellement en vie, il se serait effondré depuis longtemps. Le capitalisme productif, les grandes entreprises sont criblées de dettes, sans le soutien des banques centrales ils seraient en banqueroute. C'est tout le système capitaliste qui est à l'agonie. La Bourse n'est qu'une gigantesque bulle qui n'attend que d'éclater, la valeur des entreprises (De leurs actions, actifs ou rendement...) est tellement surévaluée qu'elle ne correspond plus à aucune réalité, la profit qu'elles dégagent annuellement représente au mieux moins de 1/10e du leur cotation. . Et l'essentiel de leur profit est ponctionné par les actionnaires, du coup le budget de la recherche des entreprises n'a jamais été aussi bas une fois retranchées les subventions des Etats, et pour se moderniser elles doivent emprunter, s'endetter toujours plus. La marge nette annuelle des entreprises avoisinent 3 à 4%, tandis que pour avoir une idée de celle des marchés financiers il faut ajouter au pire un zéro, au mieux deux zéros, voire un troisième ! Quant au taux de profit moyen à l'échelle mondiale il avoisine zéro !

Et puis il ne faut pas prendre pour argent comptant leurs chiffres ou statistiques. A les entendre l'inflation serait contenue à un niveau historiquement bas depuis des décennies, alors qu'avec une rémunération multipliée par deux disons en 20 ans en occident, par trois en Inde, à besoins comparés on est encore plus pauvre ou on vit plus mal qu'avant parce que les prix se sont envolés, les loyers, les charges fixes, etc. Et c'est la même chose avec le chômage qui ne serait que de 5 ou 6% aux Etats-Unis sur la base de statistiques truquées réalisées par téléphone et peaufinées avec des algorithmes, alors qu'en réalité il avoisinerait ou dépasserait 20%. Dans ces conditions il n'existe aucun remède pour sauver le capitalisme, sinon la fuite en avant, maintenir ouvert le robinet des banques centrales et surexploiter davantage encore la main d'oeuvre en lui imposant des régimes totalitaires, fascistes, sur fond de guerre civile larvée et de chaos, éventuellement de nouvelles guerres.

Le capitalisme industriel américain ne peut rivaliser avec celui de la plupart des pays en Afrique, en Asie, en Amérique centrale et latine, en Europe centrale. Et puis il ne faut pas perdre de vue que si la réindustrialisation des Etats-Unis était rendu possible, elle le serait au détriment de la main d'oeuvre d'autres pays, mais aussi des travailleurs américains et des classes moyennes... A suivre.

Par Thierry Meyssan.

Ils étaient 114 États membres des « Amis de la Syrie » à financer sa destruction par les jihadistes. Mais, après leur échec, aucun ne veut payer quoi que ce soit pour sa reconstruction. Pourtant, ils n'ont pas eu de problème pour soutenir les États qui accueillent des réfugiés syriens ; étant entendu qu'il ne s'agissait pas là d'un geste humanitaire, mais d'un moyen de priver la Syrie de ses ressources humaines.

Surtout, tous espèrent s'enrichir en masquant leur crime et en obtenant des contrats de reconstruction.

Les 7 et 8 août, la Commission économique des Nations Unies pour l'Asie occidentale (ESCWA), réunie à Beyrouth, a estimé le coût minima de la reconstruction à 388 milliards de dollars [1]. Elle devrait rendre un rapport détaillé sur ce sujet en septembre. D'ores et déjà, consciente que ce qu'a vécu le pays n'a pas grand chose à voir avec une « guerre civile », mais avec une agression étrangère, elle a annoncé le titre de ce rapport : Syria, 7 years at war. C'est-à-dire La Syrie, 7 ans en guerre et non pas 7 ans de guerre.

À titre de comparaison, le Liban, dont la population est trois fois moindre, n'a pu obtenir que 11 milliards de dollars d'aide internationale lors de la conférence CEDRE, en avril dernier.

Les États-Unis, qui planifièrent la guerre dès 2004, ne veulent pas donner un sou. Selon l'administration Trump, cette guerre a été conçue par l'administration Bush Jr. et conduite par celle d'Obama. Or ces deux administrations ne servaient pas les intérêts du peuple états-unien, mais ceux d'une classe financière transnationale. Elles ont certes détruit la Syrie, mais aussi l'économie US. Ce ne serait donc pas à Washington de payer, mais à ces gens et aux sociétés transnationales directement impliquées dans la guerre.

Par exemple, le fonds de placement états-unien et rival du Carlyle Group, KKR d'Henry Kravis (valeur boursière 150 milliards de dollars). Il emploie le général David Petraeus et a fait transiter des fonds et des armes vers Al-Qaeda et Daesh [2]. Ou le constructeur automobile japonais Toyota (valeur boursière 170 milliards de dollars) qui a fourni l'ensemble des véhicules neufs de Daesh [3]. Ou encore le fabricant de machines de construction Caterpillar qui a vendu aux jihadistes les tunneliers nécessaires à la construction de leurs réseaux souterrains (valeur boursière 76 milliards de dollars). Sans parler du cimentier franco-suisse Lafarge-Holcim qui a produit 6 millions de tonnes de ciment pour construire leurs bunkers (valeur boursière 40 milliards de dollars) [4], etc.

L'engagement de ces sociétés dans l'application du plan de l'amiral Arthur Cebrowski pour détruire les États et les sociétés du Moyen-Orient élargi s'explique probablement par la certitude qu'elles auraient accès aux ressources naturelles de la région sous la protection des armées occidentales.

Faire payer des multinationales n'exclut pas d'obtenir des réparations de certains États comme l'Arabie saoudite, le Koweït, le Qatar ou la Turquie qui ont financé ou dont des ressortissants ont publiquement financé les jihadistes.

Si la République arabe syrienne parvient à réunir les preuves de leur rôle durant la guerre, elle sera en droit d'en demander la saisie devant les tribunaux du pays de leur siège social. En reprenant l'argumentaire du président Trump, elle pourra compter sur l'appui de la nouvelle administration US.

Il est donc possible, même sans parvenir à faire payer des États, de réunir les 388 milliards de dollars évoqués par l'ESCWA.

À la fin de toutes les guerres ayant donné lieu à réparation des sociétés nationales ont été saisies. La nouveauté serait cette fois de tirer les conclusions de la globalisation économique et de saisir des transnationales.

Notes.

[1] « Qui paiera 388 milliards de dollars de dommages de guerre pour la Syrie ? », Réseau Voltaire, 8 août 2018.

[2] « Des milliards de dollars d'armes contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 juillet 2017.

[3] « Le département US du Trésor enquête sur les approvisionnements de Daesh », Réseau Voltaire, 8 octobre 2015.

[4] « Révélations : le jihad de Lafarge-Holcim », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 mars 2017.

LVOG - N'y comptez pas ! Ou alors ils vont assassiner Trump.

En complément dernières infos sur la Syrie.

- Washington réarme des Kurdes en Syrie - Réseau Voltaire -15 août 2018

Les États-Unis viennent de faire parvenir à des Kurdes du Nord de la Syrie une très importante cargaison d'armes (environ 250 camions).

Il est impossible de dire en ce moment, contre qui Washington entend utiliser ces armes.

Les États-Unis relancent-ils la guerre contre la Syrie ou s'apprêtent-ils à instrumenter des Kurdes contre la Turquie ? Réseau Voltaire -15 août 2018

- La France va contribuer à sécuriser la frontière Syrie-Jordanie Reuters 15 août 2018

Emmanuel Macron a annoncé mercredi à l'occasion d'un entretien téléphonique avec le roi Abdallah II de Jordanie que la France allait contribuer au maintien de la sécurité le long de la frontière syro-jordanienne.

"Le Président de la République a annoncé une contribution française au maintien de la sécurité le long de la frontière syro-jordanienne", annonce l'Elysée dans communiqué diffusé à l'issue de l'entretien téléphonique. "La coopération entre les deux pays se renforce en matière de sécurité et de défense", peut-on lire. Reuters 15 août 2018

Ils ont un sexe à la place du cerveau.

- L'Allemagne adopte un projet de loi pour reconnaître le "troisième genre", une première en Europe - Le HuffPost

- Jack Phillips, le pâtissier qui avait refusé un gâteau à un couple gay, poursuivi par une femme transgenre - Le HuffPost

- Un Afghan homosexuel se voit refuser l'asile en Autriche parce qu'il "n'agit pas comme un gay" - Franceinfo

- «Christine Hallquist est simplement devenue la première candidate trans/non-binaire au poste de gouverneur d'un parti politique principal dans l'histoire américaine.» - Liberation.fr

- Réservé aux adultes: un établissement aux serveuses topless ouvre à Kiev - fr.sputniknews.com 15.08.2018

Que diriez-vous si on venait vous servir votre café à moitié nu? L'établissement Sex.ed.Coffee, qui vient d'ouvrir à Kiev, propose à ses clients de leur faire apporter leur café par des serveuses topless.

Un établissement «hot» de Kiev propose à ses clients de savourer une tasse de café tout en appréciant la beauté naturelle. Le premier art-café du genre, à tendance sexuelle, vient d'ouvrir ses portes dans la capitale de l'Ukraine.

Le menu de l'établissement, baptisé, selon les médias ukrainiens, Sex.ed.Coffee, est composé de plats à appellations exclusivement sexuelles et les murs sont tapissés de toiles érotiques. Le tout

sur fond de musique romantique. Cerise sur le gâteau: la commande est apportée par des serveuses aux seins nus tous les mardis.

«Il y a également de bonnes nouvelles pour la gent féminine. Les propriétaires du bar cherchent un jeune homme au torse musclé, également pour servir le café, cette fois-ci aux clientes», a indiqué l'administration du café. fr.sputniknews.com 15.08.2018

- La Tribune des Travailleurs 13 août 2018 (Facebook) – Le président tunisien Béji Caïd Essebsi a annoncé lors d'un discours solennel son souhait que l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) se saisisse sans tarder d'un projet de loi instituant l'égalité successorale qu'avaient jusque-là défendue en vain les féministes tunisiennes. Selon le droit successoral actuel, inspiré des préceptes coraniques, la femme n'hérite que de la moitié de la part de l'homme à même degré de parenté.

Et il faut en déduire quoi, vive Béji Caïd Essebsi, vive l'Assemblée des représentants du peuple qui poursuit la politique de Ben Ali ?

ACTUALITE EN TITRES

Malheureusement le capitalisme ne s'effondrera pas tout seul...

- Avant la catastrophe de Gênes, l'Italie avait connu dix effondrements de ponts en cinq ans - Franceinfo 16.08

- En France, une maintenance en souffrance Liberation.fr 16.08

Un audit révélé il y a quelques semaines sur l'état des infrastructures montre que l'Hexagone dépense sept fois moins que le budget requis pour entretenir ses ponts. Liberation.fr 16.08

Dans la famille du totalitarisme demandez les Frères musulmans.

- Le Qatar vole au secours d'Erdogan - LePoint.fr17.08

Malgré le blocus saoudien auquel il est soumis, l'émirat va investir 15 milliards de dollars pour venir en aide à la Turquie en grave difficulté financière. LePoint.fr17.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Du NPA à LR : la lie !

- Universités d'été: LFI invite des élus de différents partis, du PCF aux Républicains. - AFP 14 août 2018

"Il nous a semblé normal de faire de ces universités d'été un espace où les différentes forces d'opposition puissent venir s'exprimer", a expliqué mardi à l'AFP Manuel Bompard, coordinateur des campagnes au sein de La France insoumise.

- Christine Poupin du NPA doit intervenir sur le sujet des retraites. AFP - 14 août 2018

Avec de telles "forces d'opposition" Macron peut dormir tranquille... Wauquier Poupin Mélenchon Laurent même combat, bravo !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

LVOG - Hommage à un ultra nationalisme ex-milicien d'extrême droite.

- Atal Bihari Vajpayee, le nationaliste hindou consensuel - AFP 17.08

Figure vénérable de la politique indienne, orateur hindi hors pair et poète à ses heures, l'ancien Premier ministre indien Atal Bihari Vajpayee, mort jeudi à l'âge de 93 ans, était le visage modéré des nationalistes hindous au pouvoir.

Co-fondateur du Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien), dont est issu l'actuel Premier ministre Narendra Modi, Vajpayee a contribué par son charisme et ses opinions, plus mesurées que celles de l'aile dure du parti, à structurer ce mouvement presque confidentiel et l'a mené jusqu'aux plus hautes responsabilités du pays.

En 1998, le nationaliste hindou défie la communauté internationale en ordonnant de procéder à des essais de bombes atomiques au Rajasthan. (En guise de "charisme", de "visage modéré"! - LVOG)

Né le jour de Noël 1924 à Gwalior, dans le centre de l'Inde, Vajpayee a flirté dans sa jeunesse avec le communisme et le parti du Congrès avant de rejoindre le puissant Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS, Corps des volontaires nationaux), organisation matrice de l'hindouisme politique, où il a fait ses classes. AFP 17.08

Son parcours incarnait bien la décomposition politique qui caractérise ce pays semi-féodal.

Modi, l'actuel Premier ministre, est également issu du BJP.

Le RSS est à l'hindouisme politique, ce que le wahhabisme est à l'islam politique.